

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 40 (2013)
Heft: 5

Artikel: Attaque majeure à la rémunération des patrons
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911725>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Attaque majeure à la rémunération des patrons

Considérée comme l'une des votations de politique économique les plus importantes de l'histoire récente, l'initiative 1:12 des jeunes socialistes sera soumise au peuple le 24 novembre 2013. Selon elle, le salaire le plus haut doit être au maximum douze fois plus élevé que le salaire le plus bas dans une même entreprise. S'agit-il d'une attaque au modèle de réussite suisse ou d'une redistribution du haut vers le bas absolument nécessaire?

Par Jürg Müller

Quelle n'a pas été la surprise l'après-midi du 3 mars 2013, lorsque les électeurs ont approuvé à 68% l'initiative contre les rémunérations abusives et déclaré ainsi qu'ils en avaient assez des salaires et bonus de plusieurs millions. Le choc a été particulièrement violent pour les représentants économiques, par exemple pour le conseiller national libéral-radical zurichois Ruedi Noser, qui a agité le spectre de la destruction du modèle de réussite suisse et créé avec détermination l'association «SuccèsSuisse», avec laquelle il entend défendre l'ordre économique libéral.

Ruedi Noser a des raisons de s'alarmer. Les partis de gauche ont en poche toute une série d'initiatives de politique salariale et fiscale décisives: le 24 novembre 2013, l'initiative 1:12 des jeunes socialistes (JS) sera soumise à votation. D'autres suivront, pour un salaire minimum, sur l'impôt sur les successions et contre les forfaits fiscaux pour les millionnaires étrangers. Ce n'est pas un hasard. Selon les JS, ce mouvement est dû à un «contre-projet stratégique au discours néolibéral». Pour sa part, le conseiller national Ruedi Noser reproche à la gauche une «véritable lutte des classes».

Débat animé sur la répartition

Les deux camps politiques s'accordent sur un seul et unique point: en 2013, la Suisse est agitée par un débat animé sur la répartition, étayé d'arguments et basé sur des statistiques qui changent du tout au tout selon les éléments de comparaison et le contexte politique. La gauche diagnostique un écart toujours plus grand dans les revenus et le patrimoine. Les associations économiques et les partis bourgeois pensent exactement le contraire. Selon les analyses du laboratoire d'idées libéral Avenir Suisse, «sur le plan international, la Suisse compte parmi les pays



Les JS n'hésitent pas à clouer au pilori des personnalités telles que Brady Dougan, Daniel Vasella et Marcel Ospel, qui, selon eux, perçoivent des rémunérations abusives. Daniel Vasella a porté plainte contre les JS.

ayant les plus faibles différences de niveau de vie».

Le think-tank de gauche «Réseau de réflexion» n'est pas du même avis. D'après lui, les plus hauts revenus n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, au détriment des revenus moyens et faibles. Il y a 30 ans, les indemnités d'un PDG étaient six fois plus élevées qu'un salaire suisse moyen, à la fin des années nonante, le rapport était de 1 à 13 et en 2007, les dirigeants les mieux payés gagnaient 56 fois plus que le salaire moyen. Ce qui est aussi un record à l'international. Cette nouvelle distribution profite toutefois non seulement aux plus hauts salaires, mais aussi à une large catégorie des hauts revenus. «Réseau de réflexion» déclare que «les revenus des employés percevant les salaires les plus élevés ont augmenté de plus d'un tiers depuis 1994, inflation in-

cluse, alors que les salaires moyens n'enregistrent qu'une hausse de 7%».

L'économie libre-service

Pour le conseiller national PS Cédric Wermuth, il est donc clair que «notre économie s'est transformée en un véritable magasin libre-service». L'ancien chef des JS et père spirituel de l'initiative 1:12 montre que le nombre de salaires à six chiffres a plus que quadruplé depuis 1997. Aujourd'hui, 1% de la population suisse posséderait une fortune nette supérieure à celle des 99% restants.

«Avenir Suisse» fait une analyse très différente. Il pense que les richesses sont bien réparties en Suisse et que, concernant les revenus, le pays se situe dans le tiers supérieur au niveau mondial et offre un niveau de vie très élevé. Ce laboratoire d'idées libéral déclare dans une brochure intitulée «Distribution» que, loin d'augmenter, l'écart des salaires s'est même réduit dernièrement, que la part des hauts salaires est égale à celle des années soixante et que le taux de pauvreté a légèrement diminué. Il ajoute que la Suisse se place en

tête en ce qui concerne le niveau de revenus et la bonne répartition entre les foyers. «Dans aucun pays de l'OCDE (et probablement dans aucun autre pays du monde), les salaires des temps pleins ne sont aussi bien répartis qu'en Suisse». Patrik Schellenbauer, auteur de l'étude d'«Avenir Suisse», déclare que l'inégalité aurait reculé en Suisse ces trois dernières années. Il se dit préoccupé par un autre problème: «Avec les demandes d'intervention dans le marché du travail (salaire minimum, 1:12), la Suisse scie la branche sur laquelle elle est assise.»

La Suisse en passe de devenir la «Corée du Nord européenne»?

Nulle obligation d'aller aussi loin que le conseiller national PLR Ruedi Noser qui voit la Suisse – l'État le plus libéral d'Europe – devenir la

«Corée du Nord européenne» en cas d'approbation de l'initiative. Les représentants économiques sont certes nombreux à mettre en garde contre cette initiative. Si elle est approuvée, Valentin Vogt, le patron des patrons, prévoit des baisses annuelles d'assurance sociale et d'impôts se chiffrant en milliards. Par rapport à sa taille, la Suisse compte beaucoup de sociétés internationales: «Si nous voulons rester en lice, nous devons offrir des salaires de cinq à huit millions de francs», déclare-t-il dans un entretien accordé à la «SonntagsZeitung».

Même Philipp Müller, président des libéraux-radicaux (PLR), avertit que l'initiative implique une intervention dans la liberté économique incompatible avec nos principes et qu'elle porterait préjudice à notre pays. Les auteurs de gauche de «Réseau de réflexion» Beat Ringger et Hans Baumann pensent en revanche qu'il n'y a aucun risque que la Suisse devienne moins attrayante. Pour eux, les avantages fiscaux, le personnel qualifié, les excellents instituts scientifiques et de recherche, la stabilité politique, la sécurité juridique, le bon fonctionnement des services publics et privés, la qualité supérieure des infrastructures de circulation et de communication ainsi que la proximité des marchés financiers sont les véritables garants d'un haut niveau de productivité.

Pour Hans-Jürg Fehr, ancien président du PS et conseiller national, les rémunérations abusives et les plus hauts salaires ne sont plus fondés sur des différences de performance, mais sur le «pouvoir d'un petit réseau élitiste de dirigeants de l'industrie financière et d'autres groupes multinationaux qui défendent entre eux leurs avantages». Les salaires démesurés ne s'expliquent donc plus par des différences de performance, mais par des rapports de concurrence sur le marché du travail international.

Des salaires en millions largement répandus

Mais les grosses entreprises ne sont pas les seules à distribuer des salaires en millions, même si seuls quelques noms sont associés aux rémunérations abusives dans la conscience collective, comme l'ancien patron de Novartis, Daniel Vasella, ou Brady Dougan, le directeur général de Credit Suisse. De «petites» entreprises versent aussi à leurs chefs et dirigeants des salaires de plus d'un million de francs (voir graphique à droite).

Mais pourquoi précisément un rapport de 1 à 12? Et non de 1 à 6 ou de 1 à 24? Bien en-

tendu, il est quasi impossible de définir des concepts tels que la justice sociale et l'égalité des salaires et de la répartition. Gerhard Schwarz, directeur d'«Avenir Suisse», a certainement raison lorsqu'il écrit que le problème est qu'il n'existe pas de critères objectifs permettant de juger si un revenu ou une fortune est trop élevé ou trop faible. Mais dans une démocratie directe, il y a justement des indicateurs qui révèlent dans quelle mesure une majorité de la population supporte ensemble des inégalités ressenties ou réelles. L'approbation de l'initiative contre les rémunérations abusives en mars de cette année montre clairement que les questions de répartition ne sont plus le monopole de la gauche, mais qu'elles concernent aussi les personnes au centre de la société.

Les Suisses toujours pro-économie

Adrian Vatter, professeur et directeur de l'Institut de sciences politiques de l'Université de Berne, se refuse toutefois à parler de changement de paradigme. Il déclare à la «Revue Suisse» que l'approbation de l'initiative contre les rémunérations abusives ne peut être interprétée comme l'émergence d'un point de vue globalement anti-économie de la population. Aujourd'hui encore, les Suisses sont traditionnellement plutôt libéraux et pro-économie. Cette initiative ne vise pas à faire intervenir l'État, mais, dans le fond, à renforcer les droits des actionnaires. En outre, ce n'est pas la gauche qui en est à l'origine, mais un chevalier solitaire à tendance plutôt bourgeoise, l'actuel conseiller aux États schaffhousois Thomas Minder. Cette initiative

ne reposait donc pas sur le classique schéma droite-gauche. Adrian Vatter est «relativement certain» que l'initiative 1:12 va remettre au premier plan les anciens mécanismes droite-gauche: la gauche étant favorable au projet et la droite s'y opposant. De ce point de vue, la demande des jeunes socialistes aurait nettement moins de chances d'aboutir que l'initiative contre les rémunérations abusives.

JÜRIG MÜLLER est rédacteur de la «Revue Suisse»

INFORMATIONS sur les autres votations du 24 novembre 2013 en bas de la page suivante.

Les entreprises sont bien loin de 1:12

Entreprise	Salaire plus bas en 2011	Proportion	Salaire plus haut en 2012
Roche	59 000	1: 236	13 900 000
ABB	44 980	1: 227	10 200 000
Novartis	59 000	1: 219	12 900 000
CS	50 000	1: 212	10 600 000
Nestlé	52 260	1: 188	9 800 000
UBS	50 000	1: 178	8 900 000
Lindt & Sprüngli	46 540	1: 148	6 900 000
Zürich Versicherungen	52 800	1: 144	7 600 000
Swatch	45 500	1: 136	6 200 000
Clariant	63 000	1: 95	6 000 000
Oerlikon	53 506	1: 88	4 700 000
Schindler	54 600	1: 73	4 000 000
Swiss Life	54 600	1: 62	3 400 000
Implenia	49 400	1: 40	1 970 000
Swisscom	45 500	1: 37	1 700 000
Post	44 823	1: 21	924 000 *
Migros	49 400	1: 17	860 000 **

Illustration TA / Sources : Travailsuisse (Salaires en CHF)

* 2011

** Angabe «Bilanz»